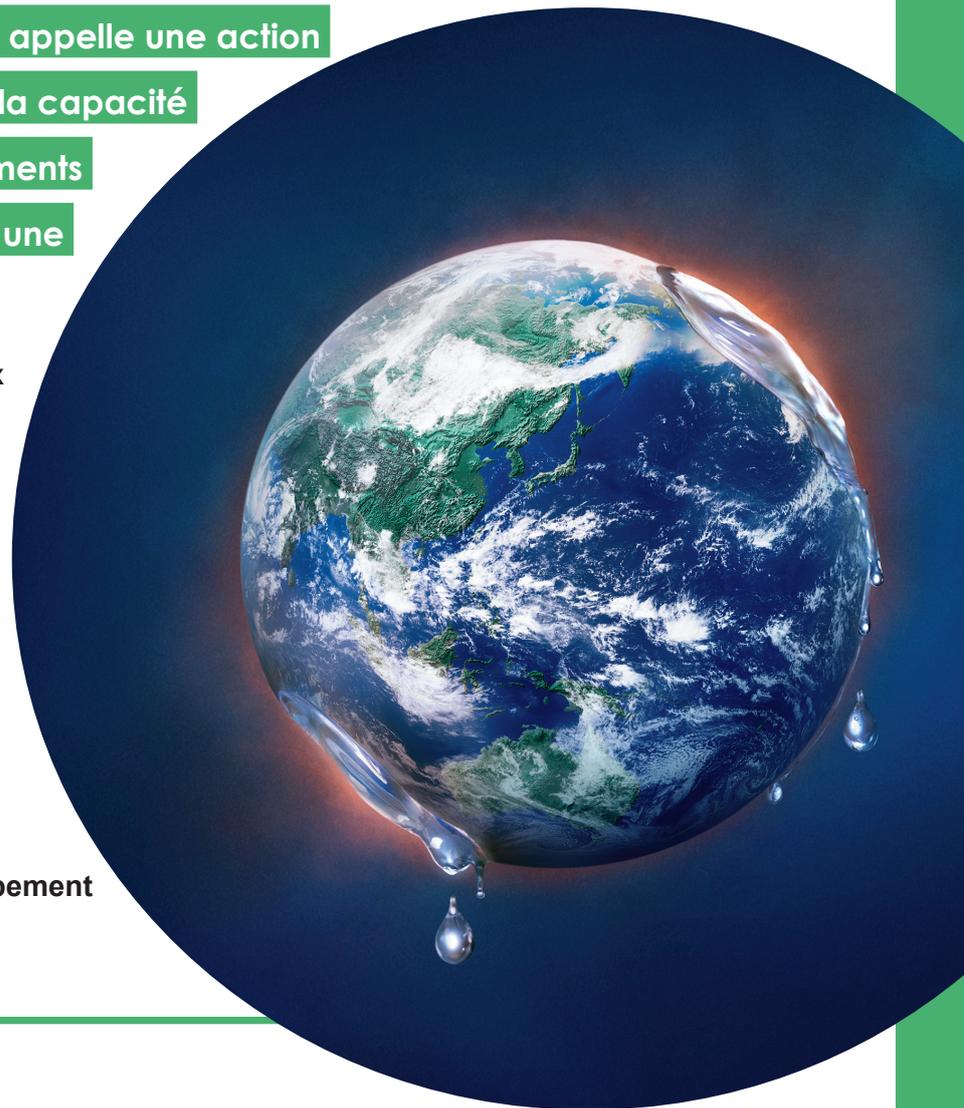


Faire face à la menace du changement climatique avec les pays en développement

La JICA s'engage à fournir une aide pour lutter contre le
changement climatique, qui appelle une action
immédiate, afin d'améliorer la capacité
à faire face aux bouleversements
qu'il entraîne et à parvenir à une
société durable

Afin de mettre un coup d'arrêt aux
répercussions négatives du
changement climatique sur
l'économie et la société,
nous devons réduire
drastiquement les émissions
de gaz à effet de serre. La JICA
contribuera à résoudre ce
problème de portée mondiale
en coopération avec les pays
partenaires qui ont du mal à lutter
contre le changement climatique
tout en encourageant un développement
durable.



Quel est l'objectif de 1,5°C ?

Si les émissions de gaz à effet de serre ne reculent pas rapidement, 216 millions de personnes pourraient être contraintes de migrer à l'intérieur de leur propre pays d'ici 2050 en raison du changement climatique. En 2015, la communauté internationale a adopté l'accord de Paris et s'est engagée à limiter le réchauffement climatique bien en dessous de 2°C, de préférence à 1,5°C, par rapport aux niveaux préindustriels. Lors de la COP26 en 2021, il a été confirmé que cet objectif de 1,5°C sera poursuivi et que les émissions mondiales de dioxyde de carbone devaient être réduites de 45% par rapport aux niveaux de 2010 d'ici 2030.

Si les émissions de gaz à effet de serre ne reculent pas rapidement, **216 millions de personnes** pourraient être contraintes de migrer à l'intérieur de leur propre pays d'ici **2050** en raison du changement climatique

Source : Banque mondiale, « Groundswell deuxième partie : Agir face aux migrations climatiques internes » (2021).

Impacts du changement climatique sur les pays en développement

Alors que le monde doit travailler de concert pour atteindre l'objectif de 1,5°C, les pays partenaires se trouvent dans une position délicate. En effet, pour les pays dépourvus d'infrastructures sociales bien établies, il est extrêmement difficile de développer l'économie tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Cela est notamment dû à la hausse du coût de l'électricité lié à la nécessité de passer aux énergies renouvelables. En outre, les catastrophes naturelles, de plus en plus fréquentes avec le changement climatique, causent d'importants dégâts, notamment aux infrastructures fragiles. La communauté internationale doit donc coopérer et prendre des mesures proactives.



L'inondation qui a touché la Thaïlande en 2011, et en particulier sa capitale, a été l'une des catastrophes naturelles les plus graves de l'époque contemporaine.

Fréquence et gravité accrues des catastrophes naturelles

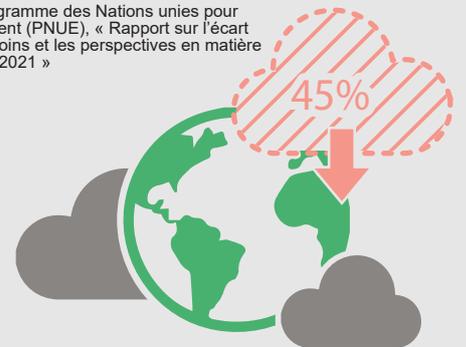
Le réchauffement climatique devrait accroître la fréquence et la gravité des catastrophes naturelles dans le monde. Selon un rapport publié en 2021 par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations unies, une augmentation de 2°C de la température moyenne entraînera une multiplication par 13,9 de la fréquence des vagues de chaleur qui se produisent une fois tous les 50 ans. Alors que les zones touchées par des sécheresses de plus en plus sévères devraient s'étendre, les fortes précipitations devraient également augmenter et s'intensifier dans des zones plus larges à mesure que le cycle de l'eau devient plus actif.

Une augmentation de 2°C de la température moyenne multiplierait la fréquence des vagues de chaleur cinquantenaire par 13,9

Source : Sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2021).

Même si les pays respectent leurs engagements, l'augmentation des températures par rapport à l'époque préindustrielle devrait dépasser les **1,5°C**

Source : Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), « Rapport sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation 2021 »



Pour atteindre l'objectif de 1,5°C de l'accord de Paris, les émissions de dioxyde de carbone doivent diminuer de **45%** par rapport à 2010 d'ici 2030

Source : Pacte climatique de Glasgow (2021)

Les connaissances du Japon peuvent contribuer à résoudre le problème mondial du changement climatique

Dans la lutte contre le changement climatique, la coopération avec les pays partenaires dont les systèmes sociaux sont faibles est essentielle. Le Japon aide les pays partenaires à formuler des mesures de lutte contre le changement climatique afin d'atteindre les objectifs de l'accord de Paris.

La JICA peut contribuer à la décarbonation et à l'établissement d'une société résiliente au changement climatique en intégrant ces enjeux dans divers projets de développement et en s'appuyant sur son expérience passée et son réseau.

Approche 1

Promouvoir la mise en œuvre de l'accord de Paris

Dans les pays en développement, les émissions de gaz à effet de serre (GES) augmentent en raison du développement économique et de la croissance démographique, mais ces pays manquent des fonds et des capacités pour réduire par eux-mêmes les émissions et renforcer leur capacité d'adaptation, conformément à l'accord de Paris. Ainsi, nous soutiendrons la mise en œuvre des mesures de lutte contre le changement climatique dans les pays partenaires par le développement des capacités de formulation, de mise en œuvre et de suivi de divers plans, ainsi que par le renforcement de la capacité institutionnelle des organisations travaillant dans ce domaine.

Afin d'atteindre la neutralité carbone, la JICA fournira également une aide en fonction du niveau d'émissions de GES, en tenant compte de la capacité institutionnelle, des ressources humaines et des objectifs liés au changement climatique de chaque pays.

1 Soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans

Par le biais de la coopération technique, la JICA aidera les agences gouvernementales compétentes des pays en développement à renforcer leur capacité à formuler, mettre en œuvre et suivre des plans et des stratégies à long terme sur le changement climatique, à promouvoir la transition vers une société décarbonée et à créer une société résiliente au changement climatique en utilisant les connaissances et l'expérience du Japon.

2 Renforcer l'inventaire des gaz à effet de serre et le cadre de transparence

La JICA renforcera la capacité des pays en développement à soumettre leurs rapports biennaux de transparence, qui comprennent des inventaires des émissions et des puits annuels de gaz à effet de serre, et elle soutiendra les progrès vers les objectifs nationaux de réduction des GES. Nous travaillerons en coopération avec les organisations compétentes afin de créer une relation qui soit complémentaire avec les efforts du gouvernement japonais.

3 Introduction et utilisation de la finance climatique

La JICA encouragera l'intégration du changement climatique dans les politiques en facilitant les efforts des gouvernements des pays en développement par des programmes de prêts visant à faciliter la réalisation de politiques qui contribuent à la lutte contre le changement climatique et au Fonds vert pour le climat. Pour ce qui est de la mise en œuvre des projets, nous systématiserons les mesures et maximiserons les résultats grâce à une combinaison d'aides financières et de coopération technique.

Approche 2

Co-bénéfices des politiques climatiques

Pour lutter contre le changement climatique dans les pays partenaires, l'approche dite des «co-bénéfices» – qui vise à atteindre des objectifs de développement tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre – peut être très intéressante. La JICA s'emploiera à résoudre les problèmes de développement tout en incorporant des mesures d'atténuation pour réduire et

absorber les émissions de gaz à effet de serre, et des mesures d'adaptation pour éviter et atténuer les dommages qui devraient résulter du changement climatique. En intégrant des mesures de lutte contre le changement climatique à tous nos projets de développement, nous visons la décarbonation et l'établissement de sociétés résilientes au changement climatique.

Atténuation

Réduction des émissions de gaz à effet de serre et amélioration de l'absorption



► Énergie

Renforcer les réseaux de transport et de distribution d'électricité, introduire des énergies renouvelables et promouvoir la conservation de l'énergie afin de permettre l'utilisation durable d'une énergie stable et abordable.

► Développement urbain, transport et circulation

Soutenir le développement de villes peu émettrices et respectueuses de l'environnement, notamment par l'amélioration des systèmes de transport public et la création de villes durables, fournir des services complets allant de la planification au développement des infrastructures.

► Protection des forêts et autres milieux naturels

Empêcher le déclin et la détérioration des environnements naturels jouant un rôle majeur dans l'absorption du dioxyde de carbone, comme les forêts. Cela permettra également la conservation de la biodiversité et la prévention de la désertification.

► Mesures supplémentaires

Agrivoltaïsme (utilisation des mêmes terres pour l'agriculture et la production d'énergie solaire), réduction des émissions de gaz à effet de serre lors du traitement des eaux usées et des déchets, etc.

Adaptation

Construire une société résiliente au changement climatique



► Gestion des risques de catastrophe

Mener une évaluation des risques d'inondation basée sur les projections d'impact du changement climatique, principalement dans les régions d'Asie touchées par la mousson, afin de réduire les risques d'inondation via des projets de lutte contre les inondations pour les infrastructures mal entretenues.

► Gestion des ressources en eau

Promouvoir la planification d'une gestion globale des ressources hydriques basée sur le risque climatique, notamment par des mesures de conservation des eaux souterraines et l'établissement d'un système d'approvisionnement en eau résistant à la sécheresse.

► Agriculture

Promouvoir la gestion participative de l'irrigation, diversifier les options de subsistance grâce à la polyculture et à la gestion multiple, et introduire une assurance agricole pour réduire les risques pour les ménages en cas de dommages.

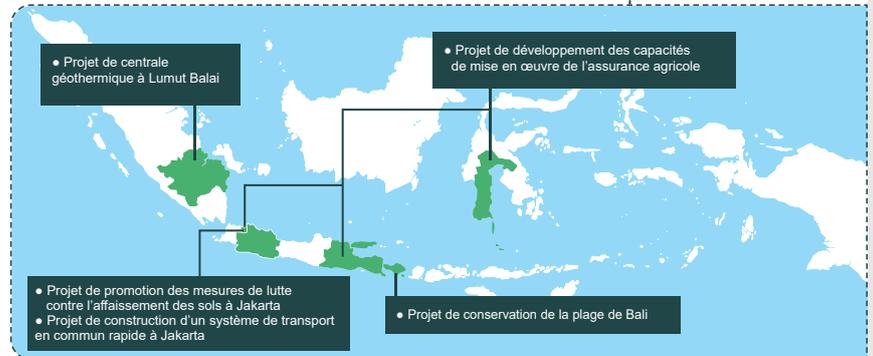
► Mesures supplémentaires

Renforcement des mesures de lutte contre les maladies infectieuses causées par le changement climatique, etc.

1 Soutien accru aux mesures de lutte contre le changement climatique dans divers secteurs en Indonésie

L'Indonésie, le quatrième pays le plus peuplé du monde, connaît une forte croissance économique. Comme le Japon, c'est une nation insulaire régulièrement en proie aux catastrophes naturelles. Dans ce contexte, la JICA déploie une aide portant à la fois sur l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. Parmi les mesures d'atténuation, le projet de construction d'un système de transport en commun rapide (MRT) à Jakarta vise à réduire les embouteillages et l'impact environnemental du trafic routier grâce à la construction de la ligne de métro nord-sud. Pour ce qui est des mesures d'adaptation, nous nous concentrons sur la gestion des risques de catastrophe, notamment sur le projet de promotion des mesures de lutte contre l'affaissement des sols à Jakarta, le projet de conservation de la plage de Bali et un programme de prêt pour améliorer les politiques de gestion des risques de catastrophe. Nous contribuons également au renforcement du système d'assurance agricole du pays.

Principaux projets de lutte contre le changement climatique en Indonésie



Ce projet devrait réduire les émissions de gaz à effet de serre de 4,4 millions de tonnes (équivalent dioxyde de carbone) sur 20 ans.

2 La protection des forêts au Timor Est améliore les moyens de subsistance des résidents

Au Timor-Est, la déforestation pour étendre les terres agricoles et le surpâturage ont entraîné une augmentation des émissions de gaz à effet de serre. De plus, les inondations et les sécheresses se sont aggravées en raison du changement climatique. La JICA travaille depuis de nombreuses années au développement d'un modèle de protection et de gestion durables des forêts et d'autres ressources naturelles. En 2021, un projet de protection des forêts utilisant ce modèle a été approuvé par le Fonds vert pour le climat, un fonds multilatéral soutenant les mesures de lutte contre le changement climatique dans les pays en développement. Le projet vise également à améliorer les moyens de subsistance des résidents qui mettent en œuvre une agriculture et une foresterie durables.

Collaboration avec les partenaires

Mobiliser divers types de financement et travailler en partenariat avec les ministères, les collectivités locales et le secteur privé

La collaboration entre les secteurs public et privé est essentielle pour agir contre le changement climatique. La JICA soutiendra les pays partenaires en utilisant les connaissances et les technologies du Japon, y compris celles des entreprises dotées de technologies innovantes et des gouvernements locaux qui

promouvent des initiatives pour parvenir à une société décarbonée. La JICA visera un développement produisant un plus grand impact en mobilisant divers fonds, dont le Fonds vert pour le climat et des fonds privés via l'émission d'obligations.



Nibancho Center Building, 5-25 Niban-cho,
Chiyoda-ku, Tokyo 102-8012, Japon
Tél : +81-3-5226-6660, 6661, 6662, 6663
E-mail : jicage@jica.go.jp



L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) est une organisation de coopération internationale chargée de la mise en œuvre de l'aide bilatérale dans le cadre de l'aide publique au développement du Japon. La JICA coopère avec près de 150 pays et régions partout dans le monde.

Qu'est-ce que l'Agenda mondial de la JICA ?

Les stratégies de coopération de la JICA face aux problèmes mondiaux. La JICA et ses partenaires visent des impacts décisifs en réalisant les objectifs fixés dans le cadre de l'Agenda mondial de la JICA. L'Agenda mondial de la JICA et ses objectifs seront partagés avec les pays partenaires et divers acteurs, ce qui permettra de renforcer le dialogue et la collaboration, et de maximiser les impacts sur le développement. Grâce à ces efforts, la JICA contribuera de manière holistique à la réalisation des ODD à l'horizon 2030, conformément à la Charte de la coopération au développement du Japon qui met l'accent sur la «sécurité humaine», la «croissance de qualité» et la «résolution des défis mondiaux».